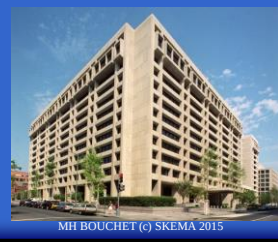
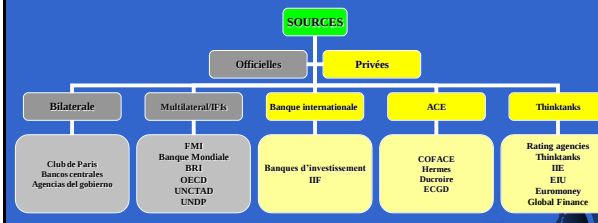
Le **Fonds Monétaire International** dans la Globalisation

ESC-Sfax 2015



Sources d'information sur la finance internationale



Sources principales d'information économique et financière

Sources officielles

1 . Sources Multilatérales
- FMI
- Banque Mondiale
- OCDE, BRI
- RDBs

2. Sources bilatérales officielles
- Gouvernements (CIA)
- Agences d'assurance des risques export (ACEs)

sources privées

1. Agences d'assurance (Coface, OPIC)
2. Instituts de recherches (IIE, IIF)
3. Thinktanks (Cato, Heritage, Freedom House)
4. Magazines (Euromoney…)
5. Centres académiques (Global Finance…)
6. Agences de notations (S&Ps, Fitch)

Rôle des agences multilatérales

- Elles sont des coopératives dont les membres sont les pays
- Elles traitent des externalités entre-pays
- Elles mettent en œuvre l'action collective visant au « bien public »
- En cas de crise, l'agence se substitue à un contrat inexistant pour rétablir l'accès aux marchés de capitaux

Intervention et surveillance

- Objectif : Une combinaison optimale de financement extérieur “catalytique” à des taux d’intérêts préférentiels accompagné de politiques de rigueur budgétaire.
- L’ajustement peut être reporté (bien qu’à des coûts économiques et sociaux supérieurs) mais pas évité!

Racines des déséquilibres économiques nationaux

Croissance excessive de la masse monétaire → **Absorption excessive**

↓

Fort taux de dépense sur les biens nationaux et d’importations → **Pressions inflationnistes**

↓

Pressions sur la balance des paiements

AJUSTEMENT

- *** Politique de stabilisation avec ajustement des taux de change et control de l’offre de monnaie baisse de création de réserves de dépôts et augmentation des taux d’intérêts**
- *** Ajustements fiscaux**
- *** Mesures structurelles d’ajustement**

Le FMI

- Le Fonds monétaire international : créé en 1945 (Bretton Woods) pour promouvoir un dynamisme économique global sans crise financière et avec une liquidité globale satisfaisante.
- Basé à Washington D.C., il coordonne la politique économique de ses 188 États membres — soit la quasi-totalité des pays du monde — pour éviter crises de balances des paiements et protectionnisme commercial.
- Objectif-clé: financement des déséquilibres de comptes courants et surveillance des politiques économiques

Le FMI en chiffres

- Nombre de pays membres: 188 pays.
- Personnel du FMI: 2400 employés, originaires de 165 pays
- Total des quotes-parts : 755 milliards $ en 2015
- Encours des prêts : **100 milliards de DTS ($150 milliards)**
- Prêts totaux 2014: $25 milliards
- Consultations achevées au titre de la surveillance : 129 pays au cours de l'exercice, avec la publication volontaire des rapports d’évaluation pour 118 pays

L'article 1 de la Charte:

les principaux buts de l'institution :

- promouvoir la coopération monétaire internationale;
- faciliter l'expansion et la croissance équilibrées du commerce mondial;
- promouvoir la stabilité des changes;
- maintenir un système multilatéral de paiements;
- mettre ses ressources (moyennant des garanties adéquates) à la disposition des pays confrontés à des difficultés de balance des paiements.

Le conseil d'administration du FMI à Washington

Le directeur exécutif pour la Tunisie?

- 2 Directeurs: Iran + Maroc

  Jafar Mojarrad

  Mohammed Dairi
- Groupe: Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran, Maroc, Pakistan, Tunisie (Avril 1958)
- Total: 2,26% des droits de vote

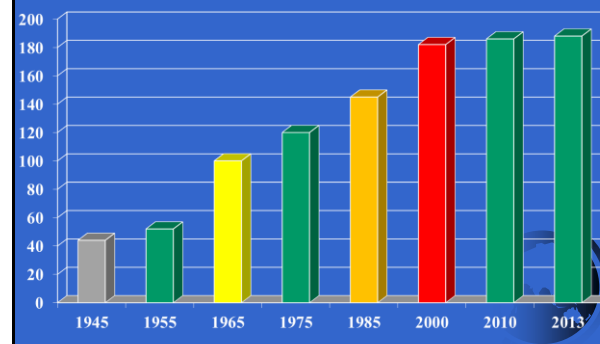
Le directeur général 2007-2011

Dominique Strauss Khan

The IMF's Managing Director 2011-2015

Christine
LAGARDE
(Baker McKenzie/Bercy/FMI)

International Monetary Fund — Les pays membres du FMI : Une agence financière globale



FMI & Banque Mondiale: Deux « institutions sœurs »

FMI

- 2400 employés
- Coopérative financière de 188 pays membres dotée de US$755 milliards.
- Prévention des crises et financements de court terme pour les problèmes de balance des paiements en contrepartie de l'application de programmes de stabilisation macro économique
- Assistance Technique
- Montant des prêts de $25 milliards à 65 pays (2012)

BIRD + SFI + AID + MIGA

- 10000 employés
- La Banque utilise sa notation de AAA pour émettre des obligations de long terme sur le marchés des capitaux
- Prêts aux pays à PIB<US$6055
- IBRD finance des politiques de réformes structurelles et de développement durable et d'infrastructure (75 % du budget)
- 109 bureaux régionaux
- AID finance les pays dont le PIB <US$1065 sur 35/40 ans.
- Capital de US$184 milliards
- Prêts annuels = US$25 milliards

FMI et Banque Mondiale

- Le FMI et la Banque mondiale sont des institutions jumelles qui font partie du système des Nations Unies (Bretton Woods, Juillet 1944)
- Elles partagent un même but avec des moyens différents mais complémentaires: relever le niveau de vie des pays membres
- Le FMI cherche à assurer la stabilité du système financier international et la Banque mondiale se consacre au développement économique à **long terme** et à la lutte contre la pauvreté

Rôle du FMI

- Le FMI œuvre en faveur de la coopération monétaire internationale et offre aux pays des conseils de politique économique et une assistance technique pour les aider à bâtir et à maintenir des économies vigoureuses.
- Il leur consent également des prêts et les aide à élaborer des programmes d'action en vue de résoudre leurs problèmes de balance des paiements (si financements privés insuffisants à des conditions abordables sur les marchés)
- Les prêts accordés par le FMI sont assortis d'échéances relativement courtes, et sont financés essentiellement sur les ressources issues des souscriptions de **quotes-parts** des membres

Ce que le FMI ne fait pas...

- Ne subventionne pas le développement économique des nations les plus pauvres
- Ce n'est pas une banque internationale qui contrôle l'économie mondiale en subordonnant les gouvernements nationaux à une politique économique libérale
- Ne "conspire" pas contre le tiers monde
- Pas une organisation politique dont l'objectif est d'imposer la soumission à une globalisation néo-libérale
- Pas une organisation qui impose l'austérité économique

Une approche pragmatique pour les ajustements économiques et financiers

- Pas de « conspiration mondiale » pour étrangler économiquement les pays membres
- Pas un gouvernement mondial de "l'ombre"
- Pas le comité international de "big brother"
- Recherche une combinaison optimale entre l'ajustement macroéconomique et le financement international pour réduire les coûts sociaux des politiques d'austérité inévitables:

l'ajustement peut être reporté, il ne peut être évité

Le rôle multiple du FMI en tant qu'institution financière

- Institution centrale du système financier international.
- Surveillance des politiques économiques
- Financement temporaire lors de problème de la balance des paiements
- Information
- Assistance Technique & Service conseil
- Forum permanent pour la collaboration internationale

Institution centrale du système financier international

- Développe la coopération internationale sur les questions de politique monétaire
- Encourage la stabilité des taux de changes
- Encourage la liberté de circulation des capitaux
- Promotion du libre échange
- Réduit la durée et le niveau des déséquilibres des balances des paiements
- Assure une assistance financière de court terme.

Le FMI est une union coopérative internationale de crédit

- Conférence de Bretton Woods Juillet 1944: Signature de la charte par 45 pays démocratiques.
- Le plan Keynes/White consistait à organiser un nouveau système économique international permettant une meilleure collaboration. Keynes préconisait le *Bancor*.
- **La structure organisationnelle du FMI a été définie en** Décembre 1945.

Structure institutionnelle du FMI

- * Un conseil d'administration des gouverneurs (188)
- * Un comité exécutif de 24 directeurs : Organe de prise de décisions permanent. Reçoit des conseils des ministres du comité intérimaire et du comité de développement.
- Le comité intérimaire est composé de 24 gouverneurs du FMI qui se rencontrent 2 fois par an.
  * Un directeur général (traditionnellement européen)
- *Une équipe de 2400 économistes
- * G11= directeurs exécutifs >100 pays en voie de développement pour augmenter l'influence de l'Amérique Latine, de l'Asie et de l'Afrique.

FMI et les DTS

- **Les droits de tirage spéciaux**

Les Droits de Tirage Spéciaux

- Le DTS est un actif de réserve internationale introduit par le FMI en 1969.
- Les principales réserves d'actifs étaient l'or et les $
- Les membres du FMI ne voulaient pas que les réserves mondiales dépendent uniquement de la production d'or (incertitudes liées à la production annuelle), ni du déficit de la balance des paiements des USA!
- Le DTS a été introduit comme une réserve d'actif supplémentaire que le FMI peut allouer périodiquement à ses membres lorsque la nécessité apparaît (G20 2009)

Les Droits de Tirage Spéciaux

- Le DTS est aussi utilisé comme **taux de change** d'une monnaie composite destinée à lisser au mieux les fluctuations des taux de change des devises

FMI et DTS

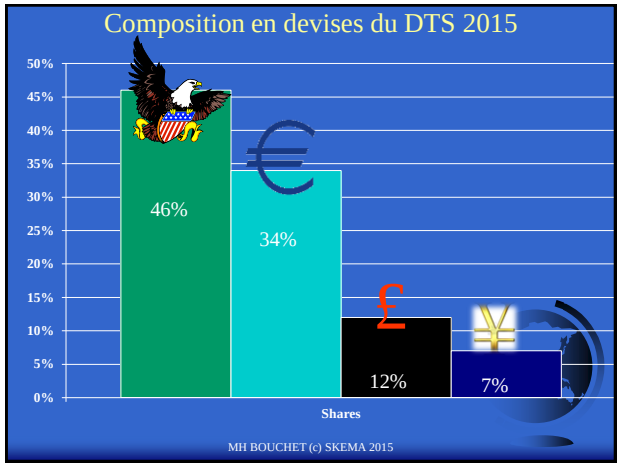
- **Évaluation des DTS et panier de taux d'intérêts**
- Depuis 1981, la valeur et les taux d'intérêts des DTS ont été déterminés sur la base d'un panier de 5 monnaies. La méthode d'évaluation a été revue en 1996.
- Les monnaies choisies sont celles des 5 pays /régions dont les exportations sont les plus importantes au cours des 5 années précédent la révision.
- Depuis 1983, les taux d'intérêts des DTS sont calculés de manière hebdomadaire en prenant la moyenne des taux d'intérêts pondérés d'instruments financiers de crédit de court terme des 4 monnaies composant le panier.

Les DTS

Composition monétaire des DTS

En 2015

- US$ 44%
- € 36%
- Yen 9%
- £ 11%



Les DTS

Les DTS incluent en 2015:

- € = 0,423
- Japon Y = 12,1
- UK £ = 0,11
- US $ = 0,66

☞ La valeur des DTS est calculée en US$ quotidiennement en moyenne pondérée.

1 DTS = US$ 1,41 (02/2015)

1 US$= 0,7 DTS (02/2015)

MH BOUCHET (c) SKEMA 2015

Le DTS en 2015

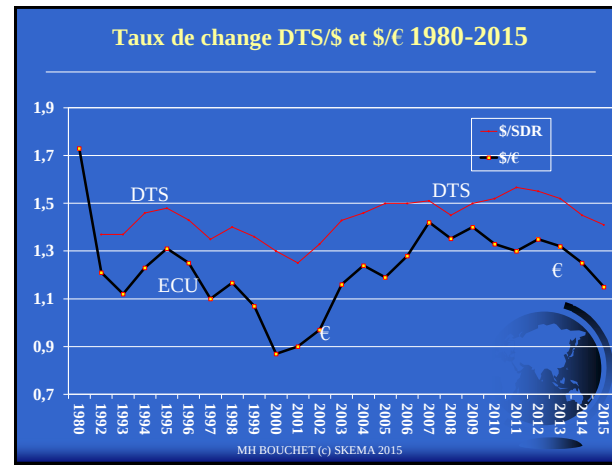
Composantes du DTS:

1. **€ = 0,423** — **$0,48**
2. **Japon Y = 12,1** — **$0,102**
3. **RU £ = 0,11** — **$0,167**
4. **US $ = 0,66** — **$0,66**

☞ Moyenne pondérée des monnaies qui composent le panier du DTS:

☞ **1 DTS = US$ 1,41 (02/2015)**
1 DTS= € 1,16
1 US$= 0,7 SDR

MH BOUCHET (c) SKEMA 2015



Taux d'intérêt des DTS

- Les taux d'intérêts des DTS (i.e. le coût d'utilisation des ressources financières du FMI) et les taux de rémunérations sont égaux à la moyenne pondérée des taux d'intérêts d'obligation de court terme sélectionnées par le FMI dans les 4 monnaies constituant le DTS .

02/2015:

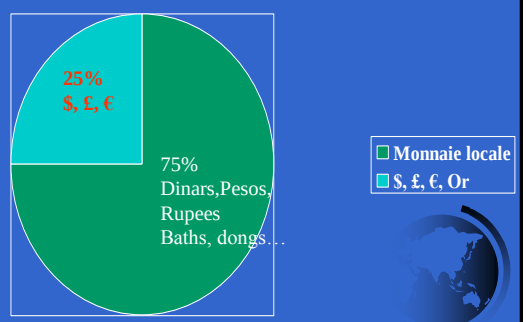
Taux d'intérêt DTS: 0,05%%

Les QUOTAS du FMI

- **Le FMI est une institution dont les financements sont basés sur des quotas. Chaque membre du FMI a un quota exprimé en DTS égal au niveau de souscription au FMI: c'est une « union de dépôt de crédit »**
- **Les quotas** déterminent le pouvoir de vote et le niveau d'accès aux ressources financières des pays;
- Tout changement dans les quotas doit être approuvé par une majorité à 85% (USA 17%)
- **Chaque membre doit payer 25 % du quota en DTS ou dans une monnaie forte et le reste dans sa propre monnaie**.
- Le niveau des quotas initial a été déterminé à la conférence de Bretton Woods par une formule basée sur les exportations, les PIB et les réserves nationales. Une réévaluation générale des quotas est conduite tous les 5 ans.

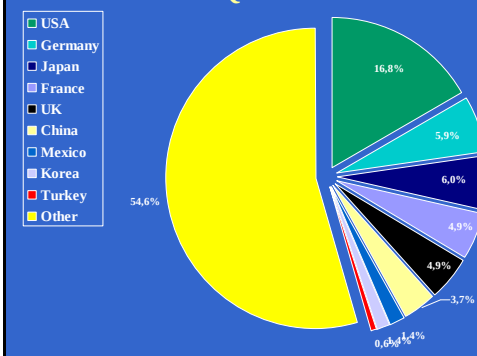
  2011 = augmentation des quotas de $ 250 milliards, soit **US$755 milliards** (après augmentation de 45 % de Janvier 1999)

Chaque membre remplit son quota (Σ Exportations + réserves + PIB)



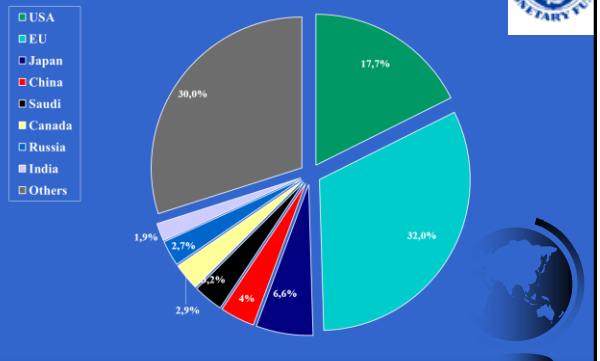
US$327 milliards

Quotas 2010



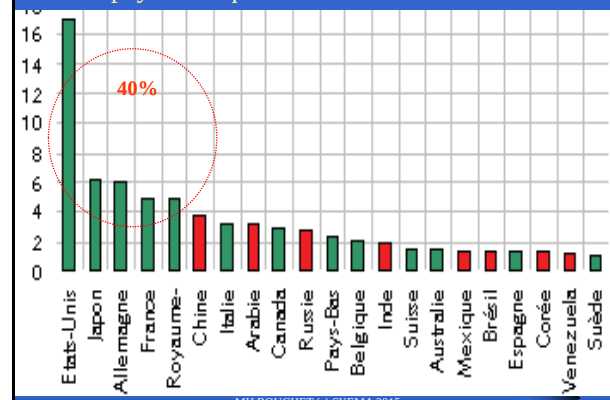
US$755 milliards

Quotas 2015



MH BOUCHET (c) SKEMA 2015

21 pays avec quota >1% ressources du FMI



MH BOUCHET (c) SKEMA 2015

Le FMI et la Tunisie au début 2015

Tunisia: Financial Position in the Fund as of December 31, 2014

Summary of IMF members' quota, reserve position, SDR holdings, outstanding credit, recent lending arrangements, projected payments due to the IMF, and monthly historical transactions with the Fund.

I. Membership Status: Joined: April 14, 1958; Article VIII

II. General Resources Account:	**SDR Million**	**%Quota**
Quota	286.50	100.00
Fund holdings of currency (Exchange Rate)	1,018.01	355.32
Reserve Tranche Position	56.39	19.68

III. SDR Department:	**SDR Million**	**%Allocation**
Net cumulative allocation	272.78	100.00
Holdings	191.40	70.17

IV. Outstanding Purchases and Loans:	**SDR Million**	**%Quota**
Stand-by Arrangements	787.88	275.00

V. Latest Financial Arrangements:

Type	Date of Arrangement	Expiration Date	Amount Approved (SDR Million)	Amount Drawn (SDR Million)
Stand-By	Jun 07, 2013	Jun 06, 2015	1,146.00	787.88
EFF	Jul 25, 1988	Jul 24, 1992	207.30	207.30
Stand-By	Nov 04, 1986	May 31, 1988	103.65	91.00

VI. Projected Payments to Fund 1/
(SDR Million; based on existing use of resources and present holdings of SDRs):

	Forthcoming				
	2015	2016	2017	2018	2019
Principal		24.70	227.00	369.24	166.94
Charges/Interest	8.22	8.30	7.52	4.27	0.91
Total	8.22	33.00	234.52	373.51	167.86

MH BOUCHET (c) SKEMA 2015

Le FMI et la Tunisie en 2015

IMF Executive Board Completes First and Second Reviews Under the Stand-By Arrangement for Tunisia

The **24-month SBA** in the amount of SDR 787 million (about US$ **1.15 billion**, or 275% of Tunisia's quota at the IMF) was approved by the Executive Board on June 7, 2013 – June 2015

On January 29, 2014, the Executive Board completed the first and second reviews of Tunisia's economic performance under a two-year program supported by a Stand-By Arrangement (SBA).

The completion of the review enables an immediate disbursement of SDR 329.1 million (about US$ 506.7 million), bringing total disbursements to SDR 427.9 million (about US$ 658.8 million).

MH BOUCHET (c) SKEMA 2015

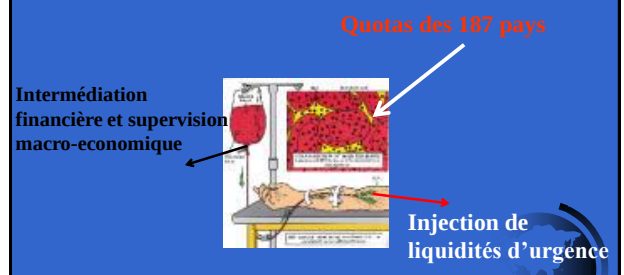
FMI: les Quotas:

les plus riches = les plus grands pouvoirs de vote

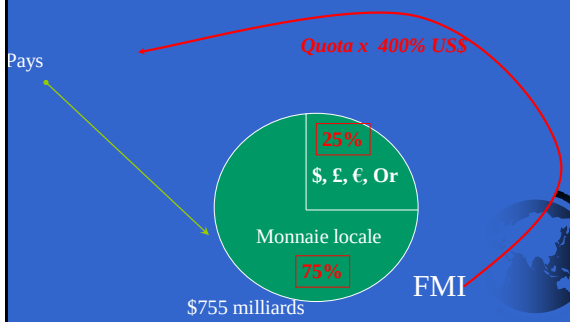
- Les USA ont un quota de 63 milliards de $ (DTS 42 milliards), équivalent à 17,7% du total, tandis que le plus petit et plus récent membre, P**alau**, a un quota de seulement US$3.1 millions, i.e., 0.001% des droits de vote.
- Chaque membre peut emprunter jusqu'à 100% de ses quotas annuellement et jusqu'à > 300% cumulativement.
- Total: DTS 476 milliards = US$755 milliards

  1 DTS= 1,55 $

une cooperative financière globale



Les quotas comme « levier de financement »



Procédures de prêt du FMI

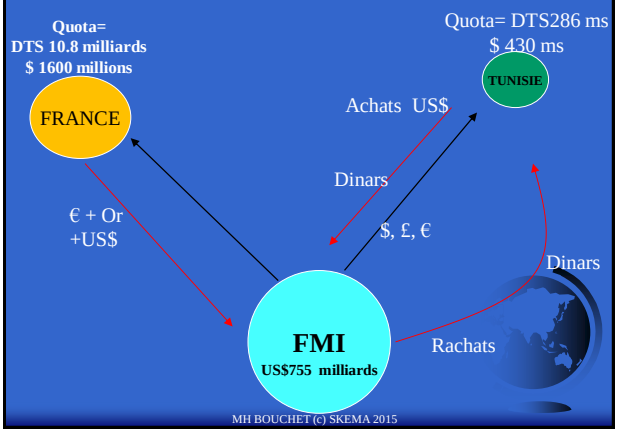
- Selon la charte du FMI, un membre peut tirer au-delà de 200% de son quota avec l'accord express du fonds (Article IV).
- Les membres utilisant les ressources du fond « achètent » les droits des autres membres avec un montant équivalant dans leur propre monnaie. Le fond exige que les membres rachètent leur propre monnaie ou repaie le fond les monnaies des autres membres ou des DTS. Des subventions de financement sont permises par l'ESAF (sous la forme de prêt à taux d'intérêts très bas.)

Facilités de financement du FMI pour les pays à faible revenu

- 1. Facilité d'ajustement structurel (1986)
- 2. Facilité d'ajustement structurel élargie (en 1987 et en 1994).Vise à supporter les programmes d'ajustement structurel de moyen terme (3 ans).Les prêts de l'ESAF sont remboursés de manière semi annuelle commençant 5 ans et demi après l'emprunt et terminant 10 ans après.
- 3. Réduction de la pauvreté et encouragement de la croissance (1999)

< 190% de quota avec un intérêt de 0.5%/an.

Le FMI: une union internationale de crédit



IMF exceptional involvement in the May 2010 Greek financial rescue package

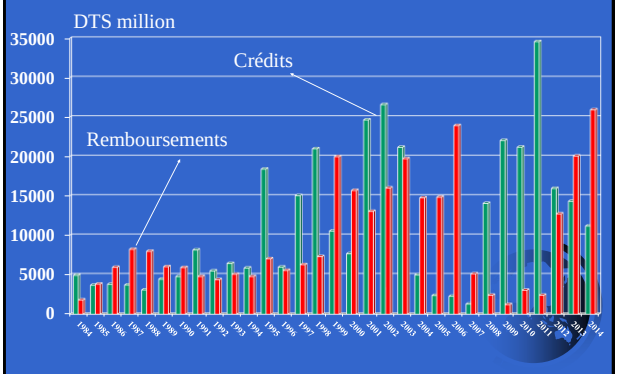
Following the presentation of the programme to the Greek parliament within the next few days and the Summit of EU Heads of State on May 7, the IMF Executive Board is expected to approve a Stand-By Arrangement worth approximately EUR30 billion (a record 34 times Greece's IMF quota) shortly thereafter on the Friday May 7 or Saturday May 8.

Approval of the IMF programme would pave the way for disbursements before the EUR8.5 billion debt repayment due on May 19, 2010.

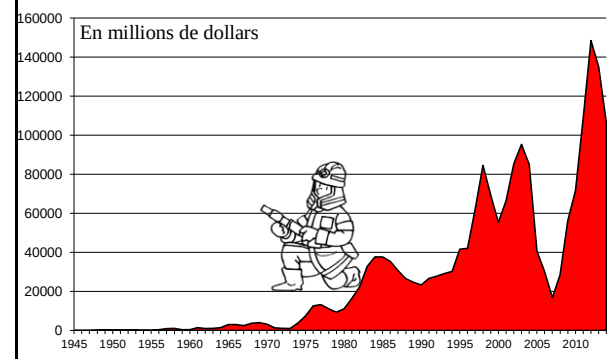
Le rôle de financement conditionnel du FMI

- **Une source de financement direct et indirect pour l'ajustement des balances des paiements**
  - Direct (Facilités de financement externe conditionnées par des critères macroéconomiques)
  - Rôle Catalyseur (« Brady » réduction de la dette et opérations de cofinancement avec la Banque Mondiale)
  - . **Conditionnalité des ressources du FMI (politiques macroéconomiques)**
  - Les facilités de financement sont accordées par « droit » et par tranche, puis surveillées pendant la mise en œuvre des mesures politiques d'ajustement.

Déboursements et remboursements du FMI



Encours total de crédit 1945-2015



Spring 2009: The G-20 industrialized and emerging market economies reaffirmed the IMF's central role in the international financial system, agreeing to triple the Fund's lending capacity to $750 billion and enabling it to inject extra liquidity into the world economy. The G-20 decided to beef up the IMF's lending capacity to support its ability to combat financial contagion, providing significant new financing and a broad mandate for action.

2009-2015: La réforme du FMI vers une gouvernance mondiale?

1. G20 de Londres 09/09: augmentation immédiate **des ressources** du FMI à $750 milliards
2. Ressources par **emprunts** sur les marchés si nécessaire
3. Augmentation des prêts des banques multilatérales de développement de US$100 milliards
4. Allocation générale de DTS de $250 milliards au prorata des quotas
5. Réforme des droits de vote et des quotas
6. Nomination des dirigeants par processus de sélection ouvert et transparent

Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance

(PPTE/FRPC)

- Guichet par lequel le FMI accorde des prêts assortis de faibles taux d'intérêt aux pays à bas revenu.
- Les programmes appuyés par la FRPC reposent sur des stratégies globales d'allégement de la pauvreté qui sont pilotées par les pays et qui associent la société civile.

Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC)

- En septembre 1999, le FMI a créé la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), afin de placer les objectifs de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance au centre de ses opérations de prêts dans ses pays membres les plus pauvres
- En septembre 2005, 78 pays à faible revenu au total étaient admissibles à la FRPC.
- L'admissibilité est basée essentiellement sur l'évaluation par le FMI du revenu par habitant du pays, qui s'inspire du critère d'admissibilité au guichet concessionnel de la Banque mondiale (actuellement, revenu national brut par habitant de 895 dollars EU en 2003).

Allégement de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)

- L'initiative en faveur des PPTE est un dispositif global de réduction de la dette des pays pauvres très endettés qui appliquent des programmes d'ajustement et de réforme appuyés par le FMI et la Banque mondiale.
- Des allégements de dette ont été approuvés en faveur de 28 pays, dont 24 en Afrique, pour un montant total de 33 milliards de dollars EU (en valeur actualisée nette).

Allégements de dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)

- Pour bénéficier d'une assistance au titre de l'initiative, un pays doit :
- faire face à une charge de la dette insupportable, hors du champ des mécanismes d'allégement de la dette traditionnellement disponibles;
- donner la preuve qu'il a engagé des réformes et mené une politique économique avisée dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale;
- avoir formulé un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) basé sur un vaste processus participatif (une stratégie intérimaire suffit pour engager le processus).

Moyens de financement de l'initiative

- Le coût total de l'aide apportée aux 28 pays qui ont atteint le point de décision et aux 13 pays pouvant être admis à bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés est estimé à environ 61 milliards de dollars en valeur actualisée nette en 2004.
- Un peu plus de la moitié proviendrait de créanciers bilatéraux et le reste de créanciers multilatéraux

Facilités additionnelles du FMI

- 1. Facilité de financement contingente et compensatoire (1963) : financement de chute brutale des revenus d'exportations.
- **2. Facilité supplémentaire de réserve (12/1997) remboursement dans les** 1 à 2.5 ans.
- **3. Lignes de crédits Contingentes (04/1999):**

Ligne de crédit de précaution pour se défendre contre de futures bulles financières, une perte de confiance fulgurante dans le marché ou les attaques spéculatives. Mis en ouvre pour une période de 2 ans. Il s'agit d'une mesure préventive pour les pays ayant subit un ajustement de politique structurel important. Le prêt est de l'ordre de 300 à 500% des quotas. Le remboursement: 1.5 ans. Surcharge de 300 points de base au dessus du taux de charge habituel.

- 4.Mécanisme d'intégration au commerce pour 29 pays à faible revenu et 18 autres pays émergeants.

Le nouveau CCL: "une révolution copernicienne"?

- Camdessus: "Creation for the first time of a facility meant to act not after the catastrophe but before it. Normally, if you read the IMF's constitution, we are there to be firemen, not to provide promises for people of unlimited financing, in order to protect them from contagion and guarantee they will not be carried off."
- **Le CCL offre un financement illimité**. Les pays seront éligibles seulement s'ils répondent à certains critères à la fois macroéconomiques, monétaires et organisationnels (pratiques bancaires)."You see what a systemic effect such an approach could have since as each time a country becomes excellent, everyone benefits".
- Fin 2003, aucun pays n'a signé pour utiliser ce système de CCL…

  Morris Goldstein:"The CCL turned out to be a bigger failure than New Coke"..

Facilités du FMI

- **1. <u>Tranche de réserve</u> : égale à 25 % du quota des membres et peut être utilisé sans condition**
- **2.<u>Politique de tranche de crédit</u>: la première tranche de crédit est égale à 25 % du quota et sujette à conditions (indicateurs de performance et réévaluation périodiques).**
- **3. <u>Arrangements ponctuels</u>: ils couvrent typiquement une période de 12-18 mois et les remboursements doivent être effectués dans les 3 à 5 ans.** 100% annuel, 300% cumulé.
- **4.<u>Facilité de fond étendue</u>: offre une plus grande période pour les politiques d'ajustements ainsi que des montants plus importants de financement. Fonctionne sur 3 ou 4 ans dans le but de corriger les problèmes de balance de paiements structurels. Les remboursements s'effectuent dans les 4.5 à 10 ans. <185%**

Typologie des possibilités de prêt du FMI

- Accord en stand-by = 100%
- Facilité de fond élargie (1974)= >100%
- Facilité de réserve supplémentaire = (12/1997)
- Facilité de financement compensatoire= 30% (1963)
- ESAF (1987/élargie en 1994) = PRGF (1999) > 190% < 255% taux d'intérêt de 0,5% remboursable dans les 10 ans incluant une période de grâce de 5.5 ans.
- Lignes de crédit contingentes en cas de rupture soudaine de la confiance pour les marchés 04/1999= 400% (remboursement sur 2,5 ans)
- Facilité de réduction de la dette = 25% (05/1989)
- Facilité d'ajustement structurel = (50%)

Les facilités de financements du FMI pour les politiques d'ajustements structurelles nationales dans les pays à revenus moyen

- Accès Limité (Quota de Pourcentage des membres)
- **Accords de délais pour paiements de 12 à 18 mois et jusqu'à 3 ans**
- Annuel = 100%
- Cumulé = 300% (remboursement à 10 ans)
- *Facilités spécifiques*
- **Facilité compensatoire et contingente**
- Chute brutale des revenus d'exportations = 30%
- Coût excessif des importations de céréales = 15%
- Financement contingent = 30%

Les soutiens du Fonds?

- Selon les accords de 1997 le Fond peut en cas d'extrême urgence emprunter des financements supplémentaires auprès des banques de 11 pays (dont les membres du G7) sous forme de ligne de crédit.
- Globalement, le Fond peut emprunter jusqu'à 18.5 milliards DTS selon les accords de 1962 et jusqu'à 34 milliards DTS (environ 47 US milliards) selon les termes des accords de 1997.
- En tout, 46 pays industrialisés participent au nouvel accord (i.e. OCDE plus Thaïlande, Arabie Saoudite, Hongkong, Corée, Koweït et Singapour).

Le rôle du FMI dans la promotion de l'allègement de la dette extérieure

- Le FMI et la Banque Mondiale ont un rôle catalytique de promotion des prêts internationaux ainsi que la réduction des dettes extérieures :
- Avec le Club de Paris des créditeurs bilatéraux
- Avec le Club de Londres des banques internationales

Valeur actuelle nette de la dette

- Une mesure du poids de la dette d'un pays qui prend en compte les spécificités du pays qui la contracte à des taux d'intérêts inférieures au taux prévalant sur le marché : Σ de toutes les dettes futures auxquelles on retire le taux d'intérêts actualisé. Dès que le taux d'intérêt sur un prêt est inférieur aux taux du marché , la valeur actuelle nette résultante de la dette est inférieure à sa valeur faciale. =>Système d'évaluation avantageux.

L'initiative PPTE

- Un groupe de 41 pays en voie de développement classés comme étant « les pays pauvres lourdement endettés »,il comprend 32 pays avec un PIB(en 1993) < à 695$ par tête et une valeur actuelle nette du ratio D/X > 220% ou une valeur actuelle nette du ratio D/GNP > 80%.
- **30 pays cibles** : Ouganda, Bolivie, Burkina Faso, Mozambique et Côte d'Ivoire ont été sélectionnés comme pays pilote de la politique du HIPC en 1997.
- En 1999 le G7 a décidé d'augmenter le niveau d'allègement de la dette de 80% à 90%,largement au dessus des 67% décidés à Naples . La décision a été confirmée en Octobre 1999 lors de la réunion annuelle du FMI/IBRD à Washington.

L'initiative du PPTE (pays pauvres très endettés)

- Septembre 1996:initiative prise pour assurer que les pays pauvres, lourdement endettés qui ont montré des signes d'une performance économique croissante puissent atteindre un niveau supportable de dettes sur le moyen terme.
- L'utilisation d'un programme d'ajustement du FMI comme pièce centrale du support pour le fond d'initiative a été décidée en Septembre 1996.
- Le programme devrait continuer jusqu'en 2000.Une institution autofinancée devrait prendre le relais en 2005.Le fond doit mobiliser un financement adéquat pour la période d'intérim grâce au nouveau tour de négociation des prêts bilatéraux au fond ESAF.
- **Objectif: réduire l'importance des flux de remboursement futurs à des niveaux soutenables dans le but de conduire une politique globale et coordonnées de la réduction des dettes.**

Fonctionnement de l'initiative PPTE

Pour bénéficier d'une assistance au titre de l'initiative, un pays doit :

- **faire face à une charge de la dette insupportable, hors du champ des mécanismes d'allégement de la dette traditionnellement disponibles;**
- **donner la preuve qu'il a engagé des réformes et mené une politique économique avisée dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale;**
- **avoir formulé un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) basé sur un vaste processus participatif (une stratégie intérimaire suffit pour engager le processus).**

Moyens de financement de la réduction de la dette

- Le coût total de l'aide apportée aux 28 pays qui ont atteint le point de décision et aux 13 pays pouvant être admis à bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés est estimé à environ 61 milliards de dollars en valeur actualisée nette en 2004.
- Un peu plus de la moitié provient de créanciers bilatéraux et le reste de créanciers multilatéraux. Le FMI finance sa contribution essentiellement par les revenus de placement du produit net des ventes d' or hors marché de 1999 qui ont été déposés au fonds fiduciaire FRPC-PPTE du FMI.
- Des contributions additionnelles ont été apportées à ce fonds par les pays membres.

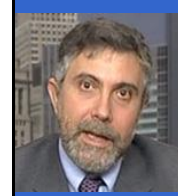
Allègement de la dette

- Ouganda (Avril 98: $ 650 m.)
- Bolivie (Sept. 98: $760 m.)
- Burkina Faso (Avril 2000: $200 m.)
- Guyane (1999: $410 m.)
- RCI (Mars 2001: $800 m.)
- Mozambique (Juin 1999: $3.7 millions)
- Mali (Décembre 1999: $250 m.)
- Mauritanie (Février 2000): US$662 millions = 40%
- **Total: $6.77 milliards = 20% de réduction moyenne**

Les critiques (libérales) du FMI
Henry Kissinger: « le FMI fait plus de mal que de bien! »

- A la suite de l'intervention du FMI dans la crise asiatique: le capitalisme de marché reste le meilleur moteur de croissance économique et de hausse générale du niveau de vie. Mais la globalisation exacerbe la disparité entre l'organisation politique du monde et son organisation économique. Par ses interventions stéréotypées, au nom de l'orthodoxie du libre-échange, le FMI aggrave souvent l'instabilité politique via des cures trop sévères et mal ciblées d'austérité.
- Il faut transformer le FMI et encourager les capitaux investis à long-terme tout en protégeant les pays des capitaux spéculatifs avec une meilleure régulation et coordination internationales.
- (Source: Le Monde/1998)

Le point de vue de Paul Krugman's



Né en 1953. Ph.D Doctorat MIT 1977.
1982, travaille à la Maison Blanche pour le conseil économique.
Prestigieuse médaille John Bates Clark en 1991.Actuellement à Princeton.
Focus sur les échanges internationaux.
Il a participé à la conception de la "new trade theory", qui traite des conséquences de l'augmentation des profits et de la concurrence imparfaite dans le commerce international.

Le point de vue de Paul Krugman sur la globalisation

- Dans les années 80 l'ouverture des frontières commerciales était considérée comme solution efficace pour réduire les risques de crises financières.
- Aujourd'hui l'accroissement des interdépendances est vue comme un facteur aggravant des crises. Les économies sont certainement plus efficientes mais sont beaucoup plus vulnérables aux crises brutales du fait de la volatilité des capitaux.

La vision de Paul Krugman sur la crise asiatique de 1997-1998

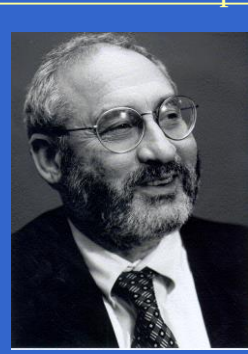
« Même logique d'enchaînement des catastrophes en Asie : les investisseurs, principalement mais pas exclusivement des banques étrangères qui avaient contractées des emprunts de court terme, ont tous retiré leur capitaux au même moment ».

•Crise bancaire parce qu'aucune banque ne peut convertir ses actifs en un très court délai.

•Crise monétaire car les investisseurs paniqués essayaient non seulement de convertir les actifs de long termes en cash mais aussi leurs Bahts et leurs Roupie en Dollars.

•Une crise gouvernementale et de gouvernance

Le point de vue de Joseph Stiglitz



Idées forces

- La pauvreté est un « affront à la dignité humaine »
- Les gouvernements du G7 poussent les pays en voie de développements à libéraliser leurs économies et ouvrir leurs frontières tandis que de leurs cotés ils maintiennent des barrières protectionnistes et renforcent les lois sur la propriété intellectuelle.
- Les politiques du FMI partiellement basées sur l'hypothèse que les marchés sont autorégulateurs et efficients ne permettent pas l'intervention nécessaire des gouvernements pour réguler le marché.
- L'information asymétrique empêche l'optimisation du fonctionnement des marchés. Les gouvernements et les marchés sont complémentaires et les gouvernements doivent jouer un rôle limité mais important pour encadrer le développement

Joseph E. Stiglitz et les défis du FMI

- L'accroissement de la transparence du FMI est essentiel, les décisions prises sont faites sur des bases idéologiques et non des faits. Quand des crises économiques surviennent le FMI prescrit des remèdes dépassés, inappropriés et des solutions « standards », sans considérer l'impact sur les populations des pays qui suivent ces prescriptions.
- Pas de débatssur les conséquences de politiques alternatives. Les politiques d'ajustement structurel du FMI renforcent la pauvreté.
- Il n'y a pas de conspiration de Wall street ou du FMI, il y a des supposés idéologiques et antidémocratiques qui dominent les prises de décisions politiques.

MH BOUCHET (c) SKEMA 2015